

Le 1er avril 2025, à 18h15, le comité syndical s'est réuni à Berbiguières, sous la présidence de M.BONNEFON. Convocation en date du 27/03/2025.

Ordre du jour :

- Compte Administratif, Compte de Gestion, Reprise des résultats
- Budget Primitif 2025, fongibilité des crédits 2025
- Sollicitation de subventions
- Participation des communautés de communes aux investissements
- Ligne de trésorerie
- Création d'emploi contractuel
- Adhésion au service de médecine professionnelle du CDG 24
- Participation au risque prévoyance
- Etude de restauration du bras mort du Breuil
- Rapport d'activités 2024
- Questions diverses

Conseillers : en exercice : 33 présents : 21 votants : 22

Présents : Mmes L.DAUBIE, C.GRANDJEAN, F.MARTINET, H.VILLARD ; MM G.ARPAILLANGE, J.L.AYRAU, P.BONNEFON, J.L.CHAZELAS, E.CHERON, E.COMPOINT, F.CULINE, G.DEJONGHE, M.FIOL, A.GERMAIN, J.C.HERVÉ, J.B.LALUE, S.LANDEMAINE, J.P.LESVIGNE, S.PARRE, C.ROBLES, J.P.SERVOIR.

Absents excusés : M.L.MARSAT, J.M.AUTHIER, G.FOURREAUX, B.MAZET, J.L.ROULLAND, J.TUNEU, F.TRAVERSE.

Pouvoirs : de F.TRAVERSE à S.PARRE.

Secrétaire de séance : F.CULINE

En présence de : Y.LOMBART, maire de Berbiguières, D.GUIGUE (technicien milieux aquatiques CCSPN), C.AUDIVERT, M.DIOT, J.FEYTOU (SMETAP).

1 Ouverture de séance

- Désignation d'un secrétaire de séance : M Fabien CULINE, élu de la commune de Berbiguières.
- Remerciements de M BONNEFON à M LOMBART pour l'accueil et la mise à disposition de la salle des fêtes.
- Citation des absents excusés et des pouvoirs.
- Vote du procès-verbal de la réunion du 13/11/24, transmis précédemment.

2 Finances, comptabilité

2.1 Compte de Gestion, Compte Administratif, reprise des résultats

Le compte administratif a été présenté par M Jean-Pierre SERVOIR, vice-président chargé des finances. M BONNEFON précise que l'augmentation des participations au fonctionnement des communautés de communes en 2024 permet de réguler des comptes longtemps déficitaires. Ni remarque, ni question.

Délibération 2025-04-1 : Compte Administratif 2024

Le comité syndical examine le compte administratif 2024, présenté par M. BONNEFON, président, et M. SERVOIR, vice-président chargé des finances, en accord avec le compte de gestion fourni par M. LECHEVALIER, Receveur syndical. Par certificat administratif, M BONNEFON, et M LECHEVALIER, ont constaté et régularisé en 2024 la différence de résultat issue de 2023, liée à la transposition des comptes M14/M57.

FONCTIONNEMENT Dépenses		Crédits ouverts (BP+DM+RAR23)	Mandats émis 2024	Restes à réaliser
0 11	Charges à caractère général	40 778,90	18 682,38	
012	Charges de personnel	150 040,00	146 128,08	
65	Charges de gestion courante	13 802,00	13 207,77	
66	Charges financières	1 370,00	1 341,60	
042	Opération d'ordre / Amortissement	4 900,00	4 899,53	
023	Virement à la section d'investissement	18 671,95	-	
002	Déficit antérieur reporté de fonctionnement	38 639,15	-	
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT		268 172,00	184 259,36	

FONCTIONNEMENT Recettes		Crédits ouverts (BP+DM+RAR23)	Titres émis 2024	
013	Atténuation de charges	1 220,00	937,00	
74	Subventions et participations	266 772,00	246 545,50	
75	Produits divers gestion courante	180,00	402,78	
002	Excédent antérieur reporté de fonctionnement			
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		268 172,00	247 885,28	

INVESTISSEMENT Dépenses		Crédits ouverts (BP+DM+RAR23)	Mandats émis 2024	Restes à réaliser
16	Emprunts auprès des établissements de crédit	34 860,00	34 856,55	
20	Immobilisations incorporelles	5 475,00	-	5 475,00
21	Immobilisations corporelles	29 800,00	1 409,79	800
001	Déficit antérieur reporté	-	-	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		70 135,00	36 266,34	

INVESTISSEMENT Recettes		Crédits ouverts (BP+DM+RAR23)	Titres émis 2024	Restes à réaliser
10	Dotations fonds divers et réserves dont 1068	3 552,00	10 279,49	
13	Subventions	27 717,00	2 546,00	8517,00
040	Amortissements	4 900,00	4 899,53	
001	Résultats investissements reportés	16 055,71	-	
021	Virement de la section de fonctionnement	18 671,95	-	
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		70 896,66	17 725,02	

Synthèse

	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	184 259,36	247 885,28	63 625,92
Investissement	36 266,34	17 725,02	-18 541,32
TOTAL	220 525,70	265 610,30	45 084,60

Après départ de M. BONNEFON, et sous la présidence de M SERVOIR, le comité syndical délibère,
vote : contre :0 abstention : 0 pour : 21

et approuve le compte administratif 2024.

Délibération 2025-04-2 : Compte de gestion 2024

Le Président expose aux membres du comité syndical que le compte de gestion est établi par le Trésorier à la clôture de l'exercice. Après vérification, le compte de gestion 2024, établi et transmis par ce dernier, est conforme au compte administratif 2024 du Syndicat. Par certificat administratif, M BONNEFON, Président du SMETAP et M LECHEVALIER, comptable public ont constaté et régularisé en 2024 la différence issue de 2023.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants :

- constate la similitude des écritures entre le compte de gestion et le compte administratif du budget pour l'année 2024,
- approuve le compte de gestion 2024
- autorise le Président à signer le compte de gestion 2024.

Délibération 2025-04-3 : Affectation du résultat de fonctionnement

Le comité syndical, après avoir examiné le compte administratif de l'exercice 2024, après avoir délibéré :

contre : 0 abstention : 0 pour : 22

décide :

d'affecter les résultats 2024 conformément au tableau ci-dessous :

Résultat de fonctionnement	
Résultat de l'exercice (A)	63 625,92
Résultats antérieurs reportés (B) (ligne 002 du CA)	- 38 639,15
Résultat à affecter (C=A+B)	24 986,77
Solde d'exécution de la section d'investissement	
Solde d'exécution cumulé d'investissement (D)	- 2 485,61
Solde des restes à réaliser d'investissement (E)	2 242,00
Besoin de financement (F=D+E)	243,61
AFECTATION (C=G+H)	24 986,77
Affectation en réserves R1068 en investissement (G = au minimum couverture du besoin de financement F)	244,00
Report en fonctionnement R002 (H)	24 742,77

2.2 Budget Primitif 2025, fongibilité des crédits

Délibération 2025-04-4 : Budget Primitif 2025

Monsieur le Président présente à l'assemblée les propositions pour le budget 2025, qui s'équilibrent en recettes et dépenses de fonctionnement et en recettes et dépenses d'investissement comme suit :

FONCTIONNEMENT Dépenses		BP 25
0 11	Charges à caractère général	41 356,16
012	Charges de personnel	160 200,00
65	Charges de gestion courante	14 540,00
66	Charges financières	1 075,00
042	Opération d'ordre / Amortissement	11 575,00
023	Virement à la section d'investissement	16 361,61
002	Déficit antérieur reporté de fonctionnement	-
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT		245 107,77

FONCTIONNEMENT Recettes		BP 25
013	Atténuation de charges	930,00
74	Subventions et participations	219 230,00
75	Produits divers gestion courante	205,00
002	Excédent antérieur reporté de fonctionnement	24 742,77
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		245 107,77

INVESTISSEMENT Dépenses		BP 25
16	Emprunts auprès des établissements de crédit	4 950,00
20	Immobilisations incorporelles	20 475,00
21	Immobilisations corporelles	17 300,00
041	Opération patrimoniale ordre	-
001	Déficit antérieur reporté	2 485,61
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		45 210,61

INVESTISSEMENT Recettes		BP 25
10	Dotations fonds divers et réserves dont 1068	269,00
13	Subventions	17 005,00
16	Emprunts	-
040	Amortissements	11 575,00
041	Opération patrimoniale ordre	-
001	Résultats investissements reportés	-
021	Virement de la section de fonctionnement	16 361,61
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		45 210,61

Le comité syndical délibère, vote,
contre : 0 abstention : 0 pour : 22
et approuve le budget présenté à l'unanimité.

Délibération 2025-04-5 : fongibilité des crédits - 2025

Le comité syndical,
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 1414-2, L. 1411-5 et L. 2121-22, L. 5217-10-6 ;
- Vu la délibération n°2022-12-4 relative à la mise en place anticipée de la nomenclature comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- Considérant que lors du conseil syndical du 07 décembre 2022 le syndicat a décidé de mettre en place la nomenclature comptable M57 de manière anticipée à compter du 1^{er} janvier 2023 et que par ce biais le syndicat a anticipé d'une année la généralisation de ce nouveau référentiel comptable prévue au 1^{er} janvier 2024 ;

- Considérant que la nomenclature comptable M57 donne la faculté au comité syndical de déléguer au président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres à l'exclusion des dépenses de personnel dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections ;

- Considérant que Monsieur le Président informera le comité syndical de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance ;

Après en avoir délibéré,

Par 22 voix pour, 0 abstention, 0 contre

Article 1 - Autorise monsieur le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, taux maximal autorisé.

Article 2 - Précise que monsieur le Président informera le conseil syndical de ces mouvements de crédits dans le cadre du relevé de décisions lors de la plus proche séance.

2.3 Sollicitation de subventions

Chaque année le SMETAP sollicite des subventions :

- L'Agence de l'Eau Adour Garonne subventionne les missions d'animations / conseil GEMAPI effectuées en régie (état des lieux, préparation de chantiers, mise en place de projets structurants, conseils aux élus, ...). Les salaires sont financés pour ces missions à hauteur de 50%. Les subventions sont versées par acompte et au vu du bilan détaillé. Certains travaux inscrits dans un PPG sont financés. Le système de financement évolue en 2025 avec le 12^{ème} programme.
- Le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine : 20% des dépenses d'investissement (études, travaux d'ampleur).
- Conseil Départemental de la Dordogne : les missions d'animation territoriale GEMAPI recevaient un forfait de 4000 € par Equivalent Temps Plein d'animateur rivière. En 2025, ce forfait devrait être revu à la baisse (2000€ / ETP) et à terme, le CD24 ne subventionnera plus ces missions. Il participe aux travaux à plus-value environnementale en régie ou entreprise, inscrits dans un PPG, à hauteur de 10% HT. Les études sont financées.

Délibération 2025-04-6 : Sollicitation de subventions, dépenses 2025

M. le Président expose au comité syndical les modalités de participation financière aux dépenses du SMETAP de la part de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine, du Conseil Départemental de la Dordogne, et de la Fédération Départementale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques, ainsi que les partenariats techniques établis.

Après délibération, le comité syndical vote et à l'unanimité :

- charge M. le Président de solliciter toutes subventions utiles auprès des partenaires financiers,
- autorise M. le Président à signer tous documents relatifs aux demandes de subventions.

2.4 Participation des communautés de communes aux investissements

Délibération n°2025-04-7 : Participation des communautés de communes aux travaux 2025

Conformément aux statuts, les communautés de communes participent aux dépenses réalisées par des entreprises, sur leur territoire. Les dépenses prévisionnelles 2025 sont présentées dans les tableaux à la suite, certaines sont des reports.

Chantiers prévisionnels réalisés par entreprises :

N°	CC	COMMUNE	CHANTIER	COUT TTC	PART CC	REPORT 2024
1	SPN	St Vincent de Cosse	Le Béringot C4_1 Colmatage noyeraie + aval route	3 000 €	500 €	OUI
2	SPN	Vézac	Pontou C5_2 ripisylve PON13 aval route Sarlat	3 060 €	1 020 €	OUI
3	VDFB	Coux-et-Bigaroque-Mouzens	Restauration du tablier de la cale de Port Muzard	1 200,00 €	1 000 €	NON
4	VDFB	Coux-et-Bigaroque-Mouzens	Salibourne peuplier déraciné sur site patrimonial	2 148,00 €	1 790 €	NON
5	PF	Carsac Aillac	Coupe peuplier échoué plage du rocher de la cave	1 788,00 €	1 490 €	NON
6	DV	Domme	Abattage 4 arbres sur site fréquenté de Montillou	1 440,00 €	1 080 €	OUI

Précisions / questions :

- N°3 : 3 pierres sont descellées sur la partie basse de la cale patrimoniale en pierres sèches.
- N°4 : Le peuplier déraciné menace le vieux pont (ouvrage de franchissement du ruisseau de Salibourne, à la confluence avec la Dordogne).
- N°5 : Ce peuplier échoué en bas de cale de la halte nautique est dangereux pour la population.
- Rappel de la responsabilité du maire en matière de sécurité.

Achat des repères de la crue centennale de 1944

EPCI	TOTAL TTC	subvention 65%	Reste à payer TTC	Reste à payer (arrondi)
CCBDP	177,60 €	115,44 €	62,16 €	62 €
CCDV	355,20 €	230,88 €	124,32 €	124 €
CCPF	532,80 €	346,32 €	186,48 €	186 €
CCSPN	710,40 €	461,76 €	248,64 €	249 €
CCVH	266,40 €	173,16 €	93,24 €	93 €
CCVDFB	710,40 €	461,76 €	248,64 €	249 €
TOTAL	2 752,80 €	1 789,32 €	963,48 €	963 €

Ces repères ont été installés au 1^{er} trimestre 2025.

Etude du bras mort du Breuil

A ce jour, le marché pour l'étude et la maîtrise d'œuvre de la restauration du bras mort du Breuil (communes de Limeuil et Saint Chamassy) n'est pas attribué, la participation de la CC Vallée de l'Homme ne peut pas être précisée.

Après délibération, vote, à l'unanimité, les présents approuvent ces dépenses et feront parvenir ce programme aux communautés de communes concernées.

2.5 Ligne de trésorerie

Délibération 2025-04-8 : Ligne de trésorerie

Après avoir entendu le rapport de M le Président, vu le projet de contrat de ligne de trésorerie interactive de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charente (ci-après « la Caisse d'Epargne »), et après en avoir délibéré, le comité syndical a pris les décisions suivantes :

Article -1.

Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, le SMETAP Rivière Dordogne décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne une ouverture de crédit ci-après dénommée « ligne de trésorerie interactive » d'un montant maximum de 20 000 euros dans les conditions ci-après indiquées : La ligne de trésorerie interactive permet à l'Emprunteur, dans les conditions indiquées au contrat, d'effectuer des demandes de versement de fonds (« tirages ») et remboursements exclusivement par le canal internet (ou par télécopie en cas de dysfonctionnement du réseau internet).

Le remboursement du capital ayant fait l'objet des tirages, effectué dans les conditions prévues au contrat, reconstitue le droit à tirage de l'Emprunteur.

Les conditions de la ligne de trésorerie interactive que le SMETAP Rivière Dordogne décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne sont les suivantes :

- Montant : 20 000 euros
- Durée : un an maximum
- Taux d'intérêt applicable à un tirage (selon le choix d'index réalisé par l'Emprunteur, à chaque demande de versement des fonds) : €STR + marge de 0,70 %

Le calcul des intérêts étant effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours.

- Périodicité de facturation des intérêts : Mensuelle

- Frais de dossier : 100 Euros prélevés en une seule fois

- Commission d'engagement : 0 Euros

- Commission de gestion : 0 Euros

- Commission de mouvement : 0 % du montant cumulé des tirages au cours de chaque période

- Commission de non-utilisation : 0,40 % de la différence entre l'encours moyen des tirages au cours de chaque période et le montant de l'ouverture de crédit.

Les tirages seront effectués, selon l'heure à laquelle ils auront été demandés, selon la procédure du crédit d'office au crédit / ou par virement CRI-TBF du compte du comptable public teneur du compte de l'Emprunteur.

Les remboursements et les paiements des intérêts et commissions dus seront réalisés par débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable, à l'exclusion de tout autre mode de remboursement.

Article-2

Le comité syndical autorise M le Président à signer le contrat de ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Epargne.

Article-3

Le comité syndical autorise M. le Président à effectuer sans autre délibération les tirages et remboursements relatifs à la ligne de trésorerie interactive, dans les conditions prévues par ledit contrat.

3 Gestion des ressources humaines

3.1 Contrat technicien milieux aquatiques

Délibération 2025-04-9 : Portant création d'un emploi permanent lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi (cas où l'emploi pourrait être pourvu par un agent contractuel en application de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique).

Le Comité Syndical,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8 2°

Sur le rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré ;

DECIDE

- La création à compter du 01/04/2025 d'un emploi de technicien de rivière dans le grade de technicien relevant de la catégorie hiérarchique B à temps complet pour exercer les missions ou fonctions suivantes :

- Etat des lieux des cours d'eau, cartographie
- Rédaction du Programme Pluriannuelle de Gestion,
- Toutes missions liées à la compétence GEMAPI.

- Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 332-8 2° du code général de la fonction publique. En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 6 mois (maximum 3 ans) compte tenu de la spécificité de la mission et des compétences utiles pour les exercer.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

- L'agent devra donc justifier d'une formation dans le domaine des milieux aquatiques et/ou de l'environnement et/ou d'une expérience dans la compétence GEMAPI et/ou de compétences informatiques (SIG) et sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

3.2 Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24

Le SMETAP adhérerait précédemment au service de médecine professionnelle, il s'agit d'un renouvellement.

Délibération 2025-04-10 : Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu les dispositions du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), notamment les articles L.812-3 et suivants,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,
Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,
Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion de la Dordogne (CDG 24) en date du 22 novembre 2024 déterminant les conditions d'adhésion des collectivités et établissements publics au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24,

Considérant la proposition de convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24,

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil l'obligation de disposer d'un service de médecine préventive ; pour ce faire, il propose d'adhérer de nouveau au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24 et porte à la connaissance des membres présents les dispositions de la convention d'adhésion (jointe en annexe) pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical par 22 voix pour, 0 contre, 0 abstentions

- ACCEPTENT les conditions d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive décrites dans la convention annexée à la présente délibération,
- AUTORISENT Monsieur le Président à faire, dire et signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.

3.3 Risque « Prévoyance »

L'adhésion, facultative, d'un salarié à une protection sociale complémentaire « prévoyance » lui permet de toucher un complément de salaire lors d'arrêt de travail, lorsque la prise en charge institutionnelle diminue. Depuis le 01/01/2025, une participation de l'employeur à cette PSC est obligatoire, d'un montant de 7€ mensuel minimum, selon les modalités suivantes (au choix, une seule des deux possibilités) :

- Soit pour les salariés possédant une PSC labélisée.
- Soit suite à une convention de la collectivité avec le CDG 24, pour les salariés adhérant à la mutuelle choisie par le CDG24 : MNT-Relyens.

Délibération 2025-04-11 : Adhésion à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » proposée par le CDG24

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11 ;
- Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
- Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;
- Vu l'avis du comité social territorial en date du 28 juin 2024 approuvant le choix de l'opérateur ;

- Vu la délibération du Centre de Gestion de la Dordogne en date du 5 juillet 2024 approuvant le choix de l'organisme assureur pour la conclusion de la convention de participation relative au risque « prévoyance » pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2030 ;

- Vu la convention de participation « Prévoyance » signée entre le Centre de Gestion de la Dordogne et le groupement MNT – RELYENS ;

Vu la délibération du SMETAP Rivière Dordogne du 29/02/2024 afin de participer à la procédure de consultation engagée par le Centre de Gestion de la Dordogne en vue de la conclusion d'une convention de participation sur le risque « Prévoyance » ;

Le Président rappelle à l'assemblée qu'à compter du 1^{er} janvier 2025, les employeurs territoriaux ont obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, pour le risque "Prévoyance", à hauteur minimum de 7 € par mois et par agent.

L'article L.827-7 du code général de la fonction publique confie aux centres de gestion une nouvelle mission obligatoire qui est de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui les ont mandatés, une convention de participation couvrant le risque « prévoyance ».

Par conséquent, en mars 2024, le CDG 24 a lancé une procédure de mise en concurrence mutualisée avec les CDG 19-23-47-64-87 en vue de conclure une convention de participation pour le risque « prévoyance » au profit des collectivités et établissements publics du département de la Dordogne l'ayant sollicité.

Il indique qu'à l'issue de la procédure de consultation, le CDG 24 a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès du groupement MNT / RELYENS, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Président précise que le SMETAP Rivière Dordogne avait manifesté son intérêt pour cette mise en concurrence, et qu'à ce titre, il peut aujourd'hui adhérer à la convention de participation proposée par le CDG 24, après consultation du Comité Social Territorial, pour permettre à ses agents de bénéficier des garanties et conditions financières mutualisées proposées par le prestataire qui a été retenu.

Il précise également que s'agissant d'un contrat collectif à adhésion facultative, les agents de l'établissement public ont le choix d'adhérer ou non, mais que seuls les agents qui adhèrent au contrat, perçoivent la participation financière de l'employeur.

Au vu de ces éléments, le Président propose, l'adhésion du SMETAP Rivière Dordogne à ladite convention de participation, pour le risque "Prévoyance", à compter du 01/04/2025.

Il propose de fixer à 15 € par mois et par agent la participation employeur obligatoire, dans le cadre de ce dispositif pour le risque "Prévoyance".

Il précise que le Comité Social Territorial a été consulté pour avis le 31/01/2025

Après avoir délibéré, les membres du conseil,
avec 22 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention :

- Adhérent à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion de la Dordogne et le groupement MNT – RELYENS, à compter du 01/04/2025 ;
- Accordent la participation financière de l'employeur aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité, en activité, ayant adhéré au contrat issu de la présente convention de participation portant sur le risque « Prévoyance » ;
- Fixent le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 15 € par agent et par mois, pour chaque agent adhérant au contrat découlant de la convention de participation ;
- Indiquent que Comité Social Territorial a été consulté pour avis le 31/01/2025
- Précisent que les crédits budgétaires nécessaires au versement de la participation financière aux agents seront inscrits au budget primitif ;
- Autorisent le Président à signer tous les documents y afférents ;

4 Actions menées

4.1 Etude de restauration du bras mort du Breuil



L'appel d'offre pour l'étude et la maîtrise d'œuvre de restauration du bras mort du Breuil est clôturé depuis le 28/03/25. 3 bureaux d'études ont soumissionné. L'analyse technique est en cours. M.SERVOIR précise qu'il a été surpris du montant de cette étude, au regard des travaux prévisionnels. M.BONNEFON propose que :

- une négociation soit menée avec les bureaux d'études,
- le bureau du comité syndical choisisse le prestataire,
- le comité syndical autorise le Président à signer le marché dès à présent

Délibération 2025-04-12 : Etude pour la restauration du bras mort du Breuil- délégation de signature

Après rappel de l'intérêt écologique du bras mort du Breuil par M AUDIVERT, technicien de rivière, M.BONNEFON annonce que l'appel d'offre pour l'étude et la maîtrise d'œuvre de restauration du site a reçu 3 réponses, en cours d'analyse. Il propose que

- le bureau du SMETAP, élargi à la présence du délégué de la Communauté de Communes Vallée de l'Homme, soit responsable du choix du bureau d'études ;
- une négociation s'engage avec les bureaux d'études
- le comité syndical délègue au Président la possibilité de signer le marché.

Après délibération et à l'unanimité, le comité syndical approuve ces trois propositions.

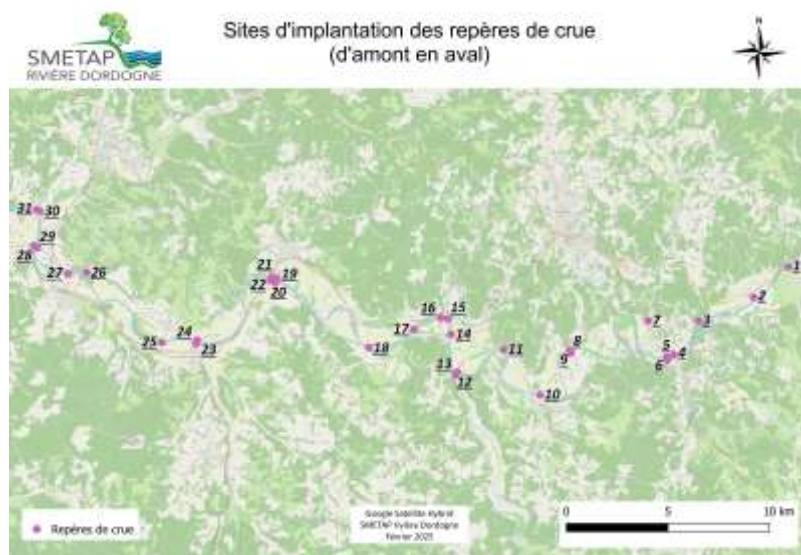
4.2 Présentation du rapport d'activités 2024.

Lors de la réunion, M.AUDIVERT, technicien de rivière, a présenté le rapport d'activité 2024. Une version complète sera bientôt envoyée aux délégués, aux collectivités, et aux partenaires institutionnels et financiers.

Remarques diverses : les élus s'inquiètent de leur responsabilité sur les zones fréquentées en bord de Dordogne en été (site de baignade, aménagés ou non), en cas d'accident. Le SMETAP a retiré les 3 cordes sur le site de l'accident de l'été 2024 à Turnac (commune de Domme). M HERVÉ a remplacé les panneaux indiquant « plage » par des panneaux « accès rivière ».

4.3 Focus « repères de crue 1944 ».

Présentation de l'action menée en 2024 et au premier trimestre 2025, portant sur l'installation de 31 repères de crue sur l'ensemble du territoire du SMETAP.



N°	Com. Com.	commune	lieu dit	rive	support	public/ privé	Hauteur 1944 depuis le sol	présence gravures / marques
1	CC PF	Saint Julien de Lampon	Rouffillac	gauche	pont CD24	public		non
2	CC PF	Calviac	Maison du passeur	droite	Maison du passeur	public	2,62	1940/1944/1952
3	CC PF	Carsac-Aillac	Bras mort d'Aillac	droite	pont SNCF	public	3,01	1904/1944/1992
4	CC PF	Carsac-Aillac	Pont de Groléjac	droite	pont CD24	public	4,45	1904
5	CC PF	Carsac-Aillac	Pont véloroute	droite	pont véloroute	public	4,28	non
6	CC DV	Groléjac	Pont véloroute	gauche	pont véloroute	public	3,98	non
7	CC PF	Carsac-Aillac	Face église	droite	mur habitation	privé	2,33	1835/1840/1866/1876/1944
8	CC SPN	Vitrac	Fontchopine	droite	pont CD24	public	4,30	1888/1904
9	CC DV	Domme	Montillou	gauche	pont CD24	public	3,53	non
10	CC SPN	La Roque-Gageac	Pont de Cénac	droite	pont CD24	public	3,85	non
11	CC SPN	La Roque-Gageac	Bourg	droite	mur privé garage	privé	2,82	1818/1833/1843/1844 /1866/1877/1912/1940 /1943/1944/1962/1982
12	CC DV	Castelnaud la Chapelle	Plage	gauche	pont CD24	public	4,63	non
13	CC SPN	Vézac	Port-Vieux	droite	pont CD24	public	3,97	1849/1856 (maison Port-Vieux)
14	CC SPN	Vézac	Fayrac	droite	pont SNCF	public	4,04	1882/1952/1993/ 1994/1995
15	CC SPN	Beynac et Cazenac	Fontaine bourg amont	droite	mur habitation	privé	1,09	non
16	CC SPN	Beynac et Cazenac	Bourg aval	droite	mur communal	public	1,35	non
17	CC DV	Castelnaud la Chapelle	Pont du Pech	gauche	pont SNCF	public	3,64	1882
18	CC SPN	Saint Vincent de Cosse	Port d'Envaux	droite	base canoë	privé	2,01	non
19	CC VDFB	Saint Cyprien	Le Garrit	droite	ancien pont CD24	public	2,38	1912
20	CC VDFB	Berbiguières	Le Garrit	gauche	ancien pont CD24	public	3,40	non
21	CC VDFB	Saint Cyprien	Le Garrit	droite	pont SNCF	public	2,68	1882/1897/1904
22	CC VDFB	Berbiguières	Le Garrit	gauche	pont SNCF	public	4,07	1882
23	CC VDFB	Siorac en Périgord	Plage	gauche	pont CD24	public	4,82	non
24	CC VDFB	Coux-et-Bigaroque-Mouzens	La Faval	droite	pont CD24	public	2,80	1944/1982/1994/1995/1998
25	CC VDFB	Coux-et-Bigaroque-Mouzens	Plage	droite	ancienne station eau potable	public	3,38	non
26	CC VDFB	Coux-et-Bigaroque-Mouzens	Bigaroque	droite	mur grange dimière	privé	2,05	1912/1944/1952/1962
27	CC BDP	le Buisson de Cadouin	Plage de Vic	gauche	pont CD24	public	3,80	non
28	CC BDP	Alles sur Dordogne	Ferrand	gauche	pont SNCF	public	4,75	1907/1944 (marques effacées- voir photos)/2021
29	CC VH	Saint Chamassy	Ferrand	droite	pont SNCF	public	4,60	non
30	CC VH	Limeuil	Pont Vézère	droite	pont CD24	public	2,58	1904/1930/1944
31	CC VH	Limeuil	Rue du Port	droite	mur communal	public	3,13	1728/1866/1876/1912 /1944/1960/1982